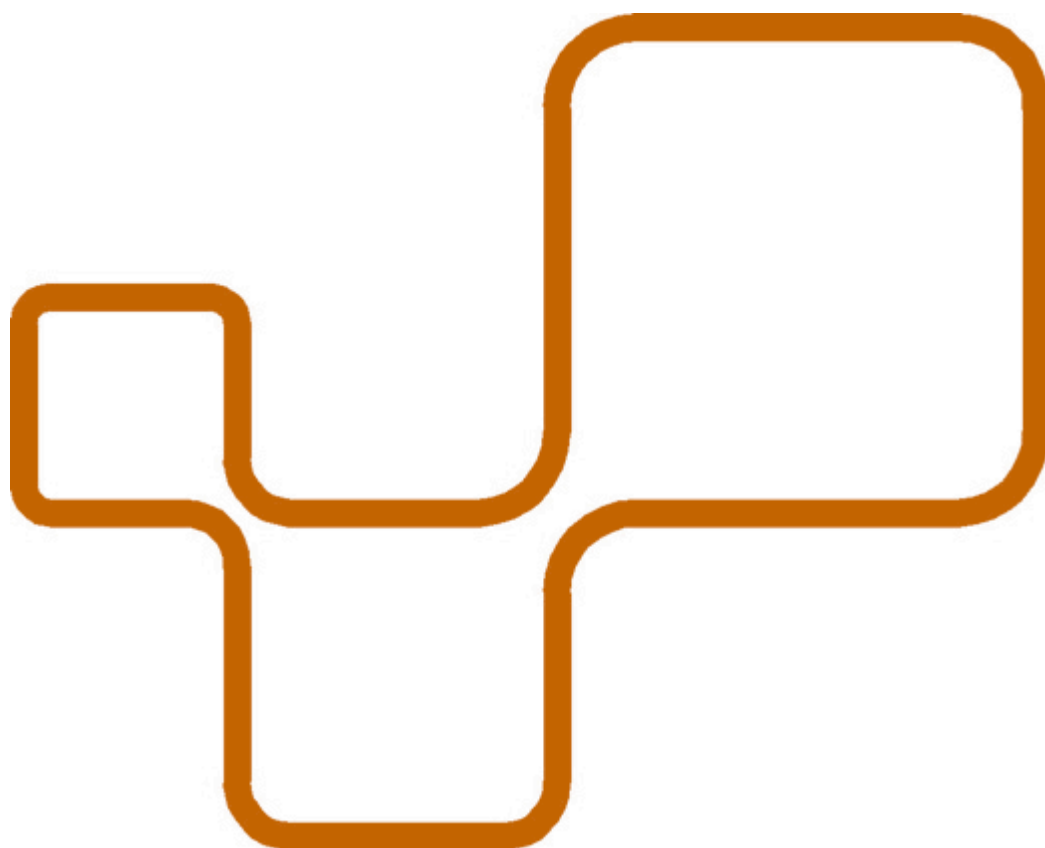




RABAT
2013
1-4 OCTOBRE

**Sommet Mondial
des Dirigeants Locaux et Régionaux**
4^o Congrès de CGLU

**IMAGINER LA SOCIÉTÉ,
CONSTRUIRE LA DÉMOCRATIE**



Note de Présentation

CGLU : LE RESEAU MONDIAL DES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET REGIONAUX

Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) **représente et défend les intérêts des gouvernements locaux et régionaux** sur la scène mondiale, quelle que soit la taille des collectivités.

La mission de CGLU est d'être la **voix unifiée et le défenseur de l'autonomie locale démocratique**, promouvoir ses valeurs, ses objectifs et ses intérêts, au travers de la coopération entre les gouvernements locaux, comme au sein de la communauté internationale.

CGLU est présent dans **155 des 192 états membres des Nations Unies**, représentant aussi bien des villes, des provinces, des régions que des associations de gouvernements locaux.

Plus de **1000 villes et 112 associations nationales** sont des membres directs de CGLU.

La **Présidence** de CGLU se compose de Kadir Topbas, Président, Maire d'Istanbul (Turquie), et de **5 Co-Présidents** : Antonio Costa, Maire de Lisbonne, Portugal ; Johnny Araya, Maire de San José, Costa Rica ; Wan Qingliang, Vice-Président de l'Association des Maires de Chine ; Muchadeyi Masunda, Maire de Harare, Zimbabwe ; Ilmur Metsin, Kazan, Fédération de Russie ; Ted Ellis, Maire de Bluffton, Etats-Unis, est le Trésorier de CGLU.

L'ensemble des membres de CGLU et nos partenaires se réunissent tous les trois ans à l'occasion du **Congrès de CGLU**, également **Sommet des Dirigeants Locaux et Régionaux**.

CGLU et les Nations Unies : En Mai 2011, Le Président de CGLU, Kadir Topbas, rencontre personnellement le Secrétaire Général des Nations Unies, et plaide pour un statut special de CGLU devant l'Assemblée Générale des Nations Unies. En Avril 2012, Le Secrétaire Général des Nations Unies, Ban Ki-Moon, accueille les Autorités Locales et Régionales au siège des Nations Unies, qui présentent leurs messages clés en vue du Sommet Rio+20.

Rio+20 : Lors du Sommet de la Terre (Rio+20) en Juin 2012, le Document Final reconnaît pour la première fois le rôle clé des gouvernements locaux et régionaux dans l'agenda international du développement.

Processus des Nations Unies pour l'agenda du développement Post-2015

En juillet 2012, Ban Ki-moon nomme Kadir Topbaş membre du Panel de Haut Niveau sur le processus post-2015, une reconnaissance pour le rôle des autorités locales et régionales dans les Objectifs du Millénaire pour le Développement. Le Panel de Haut-Niveau rendra ses conclusions et propositions sur la processus en Septembre 2013 lors de l'Assemblée Générale des Nations Unies.

FAITS ET CHIFFRES

- ▶ Actuellement **75% de la consommation mondiale d'énergie** et 80% de l'émission de carbone de dioxyde sont liés aux activités dans les villes.
- ▶ 2007 : pour la première fois **les villes comptent autant d'habitants que les campagnes**.
- ▶ En 2010, la population mondiale compte 6,85 milliards de personnes, et elle augmente de 75 millions chaque année. **D'ici à 2030, 60 % de la population mondiale** vivra en zone urbaine.
- ▶ Plus de **1,2 milliard d'individus** - un sur cinq - survivent avec **moins de 1 dollar par jour**. En Afrique, en zone urbaine, 40% des ménages vivent en dessous du seuil de pauvreté ; en Amérique Latine, ce taux atteint 25%.
- ▶ En 1950, seule la population de New York dépassait 10 millions d'habitants. D'ici à 2015, **23 villes dépasseront ce seuil, dont 19 dans des pays en développement**.
- ▶ Dans les pays en développement, **les villes génèrent plus de 80 % du produit national brut**.
- ▶ L'assainissement et la santé sont des enjeux cruciaux en Afrique, où **moins de 20% des ménages sont reliés à des réseaux de distribution d'eau** et où l'eau coûte en moyenne plus cher que dans n'importe quelle région du monde.
- ▶ Plus de 6000 gouvernements locaux ont mis en œuvre des stratégies locales d'**Agenda 21**, visant à améliorer la qualité de vie des citoyens.
- ▶ Alors qu'elles doivent faire face aux problèmes de développement, CGLU estime que **les collectivités locales gèrent moins de 1% des financements dédiés au développement**.

LE SOMMET EN UN CLIN D'ŒIL

- ▶ Le Sommet Mondial se déroulera du **1 au 4 Octobre 2013 à Rabat au Maroc**
- ▶ Pour la première fois dans l'histoire, **le continent africain est l'hôte d'un Congrès Mondial** de CGLU
- ▶ Le Sommet Mondial des Dirigeants Locaux et Régionaux sera le **4^{ème} Congrès de CGLU** après le Congrès Fondateur à Paris en 2004, le Sommet de Jeju en 2007 et le 3^{ème} Congrès à Mexico en 2010
- ▶ Le Sommet est organisé par CGLU et accueilli par la **Ville de Rabat et le Gouvernement du Maroc**
- ▶ Le Sommet Mondial sera l'occasion de célébrer le **centenaire du mouvement municipal international** né en 1913
- ▶ Près de **3000 participants** de plus de **100 pays**, dirigeants locaux et régionaux, représentants des organisations internationales et des institutions financières, partenaires de la société civile et du secteur public et privé sont attendus au Sommet
- ▶ Il s'agit du **plus grand rassemblement d'élus locaux et régionaux dans le monde**
- ▶ Le thème du Sommet sera « **Imaginer la Société, Construire la Démocratie** », incluant des thématiques comme l'amélioration de la qualité de vie, la gestion de la diversité, la nouvelle gouvernance et les changements et la solidarité entre les territoires.
- ▶ **1 plénière introductive, 4 tables-rondes thématiques, 2 plénières stratégiques, 12 sessions parallèles, une plénière finale** et plusieurs événements parallèles constitueront le cœur des débats et des échanges
- ▶ Un **Bureau Exécutif**, un **Conseil Mondial** et une **Assemblée Générale**, qui composent les instances statutaires du Congrès de CGLU, définiront les priorités stratégiques de l'Organisation Mondiale pour les trois prochaines années
- ▶ **Salon des expositions "Rabat Expo"** : Un grand espace sera dédié à un salon composé de plusieurs pavillons qui accueilleront les partenaires comme les bailleurs de fonds, les organisations internationales, le secteur privé et des associations de la société civile. Dans ce salon des espaces seront réservés pour des interventions courtes, des événements parallèles et aussi pour présenter des expériences et des projets innovants.

LES OBJECTIFS DU SOMMET

- ▶ L'occasion unique de définir la vision et l'agenda des **villes et des régions pour le XXIème siècle**
- ▶ Un **moment politique mondial de premier ordre** qui mobilisera un grand nombre de décideurs politiques, au niveaux local, régional, national et mondial
- ▶ Définir la **stratégie et l'action internationale** des autorités locales et régionales par rapport **aux objectifs stratégiques de l'agenda international** du développement
- ▶ Faire émerger les **actions et solutions locales concrètes** aux défis mondiaux
- ▶ Etablir un bilan de la mise en œuvre de l'agenda approuvé lors de la Conférence Habitat II en 1996 et **préparer le chemin vers la Conférence Habitat III** en 2016
- ▶ Œuvrer à un Sommet **interactif, participatif et dynamique**
- ▶ **Rapprocher les membres de CGLU des partenaires institutionnels de notre organisation**
- ▶ Pour les membres de CGLU, il s'agira d'une étape importante dans l'orientation stratégique de l'Organisation Mondiale et le renouvellement des **instances dirigeantes de CGLU** pour un mandat de trois années
- ▶ Il s'agira également pour les membres de CGLU de renouveler les mandats des **Commissions et Groupes de travail** de CGLU.

LES THEMES DU SOMMET

A l'heure où les Nations unies et la communauté internationale redéfinissent les Objectifs du Millénaire pour le Développement pour les 15-20 prochaines années, les autorités locales et régionales se rassemblent pour **définir l'agenda des villes et des régions pour le 21^{ème} siècle**.

Les défis sont nombreux pour les gouvernements locaux et régionaux : assurer **l'accès aux services de base**, construire des **sociétés plurielles** et ouvertes à la jeunesse et à l'innovation, qui favorisent la tolérance, la solidarité et les échanges, **l'égalité des chances** aux niveaux politique, économique et social, ainsi que le renforcement de la place de la **culture** dans nos sociétés devront guider l'action des pouvoirs locaux et régionaux.

«Imaginer la société et construire la démocratie », fil conducteur du Sommet, suppose **un dialogue élargi et permanent** entre autorités locales et régionales, avec l'ensemble des partenaires –organisations internationales, agences de développement, experts et praticiens– ainsi qu'avec les organisations de la société civile, pour **analyser et évaluer quels objectifs de développement** ont été atteints et définir ensemble des nouvelles priorités.

Le Sommet sera un moment **de partage et de contribution positive**, afin de mettre en lumière les **politiques et programmes innovants** que les gouvernements locaux et régionaux mettent en place au quotidien pour faire face aux principaux défis auxquels ils sont confrontés. A ce titre, les plénières et les ateliers seront des moments privilégiés de réflexion mais aussi d'échanges.

Le Sommet identifiera les **possibles objectifs et cibles dans le cadre des Objectifs de Développement pour l'après 2015** et pour préparer le chemin vers Habitat III. Il traduira ces priorités **en cadres d'action** pour l'organisation mondiale.

LES DEFIS MAJEURS

FAIRE FACE AUX GRANDS CHANGEMENTS DE NOTRE ÈRE DEPUIS NOS VILLES ET RÉGIONS

Analyser les défis actuels et à venir : appréhender l'impact des bouleversements en cours, notamment des crises politiques, économiques, sociales et environnementales sur les villes et les territoires dans les différentes régions du monde.

Sommes-nous face à des ruptures irréversibles ou bien à des réajustements ponctuels ?

Réfléchir à l'impact sur la démocratie locale : retracer la contribution du mouvement municipal international à la construction de la démocratie locale au cours du 20^{ème} siècle, et réfléchir aux enjeux pour la démocratie locale du 21^{ème} siècle et tenir compte de l'impact du « Printemps Arabe » et des tentatives de recentralisation dans certaines régions.

Quelle dimension la gouvernance et la démocratie doivent-elles avoir dans les débats sur l'Agenda Post-2015 et Habitat III ?

AMELIORER LA QUALITE DE VIE

Innover pour une meilleure qualité de vie : l'amélioration des services publics locaux –santé, éducation, logement, mobilité, loisirs– a largement contribué à améliorer notre qualité de vie. Mais, de plus en plus, nos sociétés sont confrontées à un accroissement des incertitudes –économiques, sociales, environnementales, culturelles, voire alimentaires–. Pour répondre à ces évolutions, les autorités locales et régionales, avec ses partenaires, innovent pour maîtriser l'insécurité (violences, exclusions), pour répondre aux changements de société (urbanisation, vieillissement), pour faire évoluer nos modes de vie et de consommation (impact sur l'environnement), ainsi que pour élargir les droits de tous à la dignité. Ces politiques locales peuvent-elles contribuer à réduire la progression des incertitudes globales?

La gouvernance des services de base – présentation du 3^{ème} Rapport Mondial de CGLU sur la Décentralisation et la Démocratie locale, au cours de la session seront présentés les conclusions de ce rapport qui analyse les liens entre qualité de vie et services essentiels. L'accès aux services a certes progressé, mais les inégalités persistent et parfois s'aggravent. Si l'accès aux services de base est central au débat sur les inégalités, la gouvernance des services de base n'est-elle pas au cœur du débat démocratique ?

RENFORCER LA SOLIDARITE ENTRE LES TERRITOIRES

D'importants changements ont eu lieu au cours des dernières décennies, avec le **passage d'un monde rural à un monde urbain** et l'augmentation des interrelations entre les territoires. Dans le même temps, les inégalités entre territoires au sein d'un même pays augmentent : la mise en place de stratégies nationales avec la participation de tous les acteurs est essentielle afin de garantir **la cohérence des dynamiques infra-nationales de gouvernance à l'échelle nationale.**

Tout autour du monde, l'expérience montre que tout changement ayant des répercussions sur les populations au niveau local sont un défi pour les gouvernements locaux et régionaux, au regard de leurs compétences de coordination au-delà de l'approche sectorielle : Ils sont appelés à mobiliser l'ensemble des acteurs, à penser **croissance et développement** de manière conjointe et à travailler en collaboration avec les autres sphères de gouvernement public pour améliorer l'efficacité des actions.

Cette table-ronde thématique abordera les problématiques de la migration et la gouvernance, de la sécurité alimentaire, de l'énergie et la mobilité et des problématiques des territoires transfrontaliers.

ACCOMPAGNER LA NOUVELLE GOUVERNANCE LOCALE ET LES DYNAMIQUES DE CHANGEMENT

Durant cette période de transition politique économique et sociale, les questions relatives à **la gouvernance locale, la décentralisation et la démocratisation** sont au centre des préoccupations.

La région méditerranéenne a connu et connaît encore un changement de grande ampleur, au niveau social et politique, grâce à l'action des citoyens. La mise en question des systèmes de gouvernance de cette région vont probablement impacter et inspirer d'autres régions du monde. Dans l'optique d'analyser la nouvelle gouvernance et les dynamiques de changement qui se mettent en place dans les régions du monde, une attention particulière sera apportée à la gouvernance locale et régionale en Méditerranée et aux leçons qui peuvent être tirées pour l'avenir de la démocratie locale et la décentralisation dans le monde.

La table-ronde aura pour but d'identifier les **nouveaux mouvements sociaux** et les **nouvelles formes de mobilisation sociale** (notamment à travers les réseaux sociaux) qui sont apparues dans plusieurs villes du monde, et en particulier méditerranéennes depuis 2011. Cette session mettra en lumière les nouveaux **modèles de gouvernance locale et d'accompagnement de la société civile** qui se mettent en place suite aux printemps arabes.

Quelles sont les attentes des organisations citoyennes, souvent fortement mobilisées, vis-à-vis des autorités locales ? Comment les mouvements sociaux dans le monde ont donné naissance à de nouvelles formes de gouvernance et comment les gouvernements locaux s'y adaptent-ils ?

PROMOUVOIR LA DIVERSITE

Identifier les différentes dimensions de la diversité : le concept de la diversité sera examiné dans ses multiples dimensions : la diversité politique (les diverses formes d'organisation et de représentation des résidents des villes), la diversité sociale (en termes socio-économiques, éducatifs, professionnels, etc.), la diversité ethnique et culturelle, la diversité du genre, la diversité intergénérationnelle, la diversité en termes de paysage urbain (construit et naturel), la diversité des territoires urbains (ville « formelle » vs établissements informels ; centre vs périphérie).

Évaluer la diversité comme opportunité politique. Reconnaître et bien évaluer la diversité, dans ses multiples dimensions, à travers les politiques publiques locales et régionales peut conduire à la construction de villes dotées d'un plus grand potentiel économique, social, culturel, politique et territorial. Le degré dans lequel une ville reconnaît sa diversité se reflète, fondamentalement, dans les aspects suivants : (i) dans la **participation politique de tous les résidents** (hommes et femmes ; jeunes et âgés ; migrants et autochtones ; entrepreneurs et travailleurs informels ; habitants et organisations d'établissements informels ; acteurs culturels) ; (ii) dans la priorité donnée aux **politiques sociales** visant à combattre l'exclusion sociale et spatiale ; (iii) dans la mise en marche de **mesures économiques** qui stimulent les initiatives générant des espaces de confiance pour l'investissement économique à différentes échelles ; (iv) en une **planification intégrante qui garantit l'usage diversifié et décentralisé des espaces**, services et installations publiques ; (v) dans la considération de la **culture**

comme facteur clé pour le développement humain, la gouvernance démocratique et le développement durable.

MAITRISER L'AVENIR URBAIN : LE FUTUR QUE NOUS VOULONS

AGENDA DE DEVELOPPEMENT POST-2015

Au lendemain de la 68^{ème} Session de l'Assemblée Générale des Nations Unies où sera présenté un bilan des OMD et une première proposition sur le futur Agenda de Développement des Nations Unies Post-2015, cette plénière essaiera d'approfondir le dialogue entre la communauté internationale et les leaders locaux et régionaux pour répondre à différentes questions, notamment :

Quels objectifs donner à ce nouvel Agenda ? Comment intégrer l'Agenda de Développement Post-2015 et les Objectifs de Développement Durable dont les principes ont été adoptés à Rio + 20 ? Quels objectifs et cibles prioritaires souhaitent voir intégrés les gouvernements locaux et régionaux dans ce nouvel Agenda ? Comment bâtir un nouveau partenariat global réunissant tous les acteurs pour assurer l'aboutissement de ce processus ?

HABITAT III

Définir la stratégie des organisations de villes et de régions dans le cadre de la préparation du Sommet Habitat III. Quel processus de consultation en concertation avec ONU-Habitat ? Quel développement de notre propre agenda présenté à Habitat III ?

Habitat III est la 3^{ème} Conférence des Nations Unies sur l'Infrastructure et le Développement Urbain Durable, qui se tiendra en 2016. Le 4^{ème} Congrès de CGLU à Rabat sera une étape majeure vers le grand rendez-vous urbain de 2016.

Lors d'Habitat II, les gouvernements locaux ont été reconnus comme les partenaires principaux d'ONU-Habitat sur la mise en œuvre de l'Agenda Habitat. Habitat II a aussi été une étape majeure dans la reconnaissance des réseaux d'autorités locales. Lors de l'Assemblée Générale des Villes et Autorités Locales organisée dans le cadre d'Habitat II en 1996, les autorités locales se sont engagées à construire une « voix unie des gouvernements locaux et de leurs associations » ce qui conduit à la création de Cités et Gouvernements Locaux Unis en mai 2004. Ce partenariat entre autorités locales et ONU Habitat lors des 20 dernières années s'est élargi et renforcé. Habitat III doit être l'opportunité de réaliser un saut qualitatif dans les relations entre les Nations Unies et les gouvernements locaux, les reconnaissant avec un statut spécial incluant un rôle et des responsabilités plus directes avec les instances dirigeantes d'ONU-Habitat. Habitat III sera aussi le moment de la consolidation du mouvement international des autorités locales et régionales, véritable interlocuteur politique pour la communauté internationale.

